ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 2 mars 1972, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux agents communaux mis temporairement à la disposition des agglomérations et des fédérations de communes", a donné le 6 mars 1972 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 2e maart 1972 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de leden van het gemeentepersoneel die tijdelijk ter beschikking van de agglomeraties en federaties van gemeenten worden gesteld", heeft de 6e maart 1972 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à autoriser les collèges des bourgmestre et échevins des communes appartenant à une agglomération ou à une fédération à détacher provisoirement certains agents auprès de l'agglomération ou de la fédération, et à régler la situation pécuniaire des agents détachés et la charge des dépenses résultant des détachements.

L'article 1er, alinéa 1er, permet le détachement de deux catégories d'agents, à savoir les agents des services communaux concernés par le transfert de compétences à l'agglomération ou à la fédération et les fonctionnaires d'autres services. Tous les détachements seraient décidés par le collège des bourgmestre et échevins de la commune dont relève l'agent et subordonnés à la demande du conseil d'agglomération ou de fédération. Mais, dans le premier cas, le consentement de l'agent ne serait pas requis. Dans le second cas, le détachement ne pourrait porter que sur des fonctionnaires d'un grade au moins égal à celui de chef de bureau, mais le consentement de l'agent serait requis. L'alinéa 2 du même article limite la durée des détachements.

Le projet invoque comme fondement légal la loi du 14 février 1961 et la loi du 27 juillet 1961.

Les articles 71 et 72 de la loi du 14 février 1961, abstraction faite des modifications qu'ils apportent à la loi communale, n'habilitent le Roi qu'en ce qui concerne le statut pécuniaire au sens large, c'est-à-dire le statut pécuniaire proprement dit, les échelles de traitements et les diverses indemnités et allocations. Les articles 7 et 8 de la loi du 27 juillet 1961 n'ont pas d'autre objet.

.../...

L'article 9, alinéa 1er, de la loi du 27 juillet 1961 dispose que "les dispositions générales à arrêter par le Roi en vertu de l'article 84, § 1er, de la loi communale ... sont arrêtées après consultation des représentants des organisations les plus représentatives des agents des provinces et des communes ". Cette disposition n'accorde par elle-même aucun pouvoir au Roi, mais subordonne à une formalité, qui a été accomplie en l'espèce, l'exercice de pouvoirs que le Roi puise notamment dans l'article 84, § 1er, de la loi communale.

Il échet, dès lors, de vérifier si l'article 84, § 1er, de la loi communale, ou toute autre disposition légale, habilite le Roi à prescrire les mesures prévues par l'article 1er du projet. Une telle habilitation est requise en vertu des articles 108 et 108bis de la Constitution, qui attribuent au législateur le pouvoir de régler les institutions communales et de déterminer l'organisation et la compétence des agglomérations et des fédérations en consacrant l'application des principes énoncés à l'article 108.

L'article 84, § 1er, de la loi communale modifié par l'article 1er de la loi du 27 juillet 1961, dispose : "Le conseil communal fixe le cadre et les conditions de recrutement et d'avancement des agents de la commune, dans la limite des dispositions générales arrêtées par le Roi". Cette disposition limite le pouvoir du Roi à la détermination de dispositions générales relatives au cadre et aux conditions de recrutement et d'avancement des agents des communes. Elle est étrangère à la matière des détachements; aucune disposition de la loi communale n'habilite le Roi à régler cette matière.

.../...

Dans la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, les dispositions suivantes habilitent le Roi à régler certaines matières relatives au personnel des agglomérations et des fédérations :

"- article 46 : § 1er, alinéa 3. Le conseil fixe, dans les limites de dispositions générales arrêtées par le Roi, le cadre ainsi que les statuts administratif et pécuniaire du personnel ;

- article 47 : § 1er. Les membres du personnel des institutions et services communaux concernés par le transfert de compétences à l'agglomération ou à la fédération sont repris d'office par celles-ci.

Ils y sont transférés dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité.

Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté pécuniaire qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

Le Roi fixe les règles générales destinées à établir l'ancienneté administrative de ces agents. Il détermine également les conditions dans lesquelles ces mêmes agents peuvent être réintégrés dans leur commune d'origine. A cet effet, il peut déroger aux lois et arrêtés visés à l'article 46, § 2.

A la demande du conseil communal ou du conseil d'agglomération ou de fédération, le Ministre de l'Intérieur statue sur toute contestation quant aux conséquences de la reprise de personnel".

.../...

Il ressort de l'article 46, § 1er, alinéa 3, de la loi du 26 juillet 1971, que le Roi a le pouvoir de fixer des dispositions générales relatives au statut administratif et pécuniaire des agents qui seraient régulièrement détachés dans les agglomérations et les fédérations. Mais l'exercice de ce pouvoir ne peut se faire que moyennant le respect, d'une part, des dispositions impératives de l'article 47 de la même loi, et, d'autre part, des dispositions de la loi communale qui règlent l'exercice des compétences en la matière.

L'article 47, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 26 juillet 1971 prévoit la reprise d'office par l'agglomération ou par la fédération, des agents des institutions et services communaux concernés par le transfert de compétences à l'agglomération ou à la fédération. L'alinéa 4 du même article n'habilite le Roi qu'en ce qui concerne les règles générales destinées à établir l'ancienneté administrative de ces agents et les conditions où ils peuvent être réintégrés dans leur administration d'origine.

D'autre part, de l'article 4, § 2, de la loi du 26 juillet 1971 et de l'absence de disposition transitoire, il ressort que, sinon dès l'entrée en vigueur de la loi, du moins dès l'installation des institutions d'agglomération ou de fédération, les attributions dont la loi prévoit le transfert à l'agglomération ou à la fédération relèveront d'office de l'agglomération ou de la fédération. Et il ressort de l'article 47, § 1er, alinéa 1er, que les membres du personnel des services qui exercent les attributions transférées sont repris d'office par l'agglomération ou par la fédération.

.../...

Dès lors qu'il y a transfert d'office des attributions et du personnel des services concernés par le transfert, on ne conçoit pas le détachement provisoire de ce personnel. Dans la mesure où il organise le détachement des agents des services concernés par le transfert des compétences, l'article 1er du projet méconnait l'article 47, § 1er, de la loi du 26 juillet 1971.

La loi du 26 juillet 1971 ne prévoit rien en ce qui concerne le transfert et le détachement vers les agglomérations ou fédérations, d'agents appartenant à des services qui ne sont pas concernés par le transfert d'attributions. Le pouvoir du Roi de régler les conditions de ces détachements et la situation administrative des agents détachés doit être examiné au regard de la loi communale et de la loi du 26 juillet 1971.

Ainsi qu'on l'a déjà observé, la loi communale n'attribue en l'occurrence aucun pouvoir au Roi. Notamment, elle n'attribue pas au Roi le pouvoir de décider que c'est le collège des bourgmestre et échevins de la commune d'où l'agent doit être détaché, qui autorisera le détachement. Un tel pouvoir appartient en principe au conseil communal en vertu de l'article 75 de la loi communale et ne peut être exercé par le collège des bourgmestre et échevins que par délégation du conseil communal. D'autre part, aucune disposition de la loi communale ne permet au Roi de limiter les possibilités de détachement aux fonctionnaires d'un grade au moins égal à celui de chef de bureau.

L'article 46, § 1er, alinéa 3, de la loi du 26 juillet 1971 ne permet au Roi que d'arrêter des dispositions générales dans les limites desquelles les conseils d'agglomération et

.../...

de fédération fixeront le statut de leurs agents. De telles dispositions générales ne sont pas directement applicables au personnel des agglomérations et fédérations. Le Roi peut, dès lors, fixer des règles générales relatives au statut des agents communaux détachés dans les agglomérations et fédérations, mais il appartiendra aux conseils d'agglomération ou de fédération de traduire ces règles dans les statuts qu'ils édicteront. C'est dire que, dans la mesure où il entend fixer directement un tel statut en attendant que le conseil puisse le faire, le Roi excède les pouvoirs qui lui sont attribués par l'article 46, § 1er, alinéa 3.

Enfin, la loi du 26 juillet 1971 ne contient pas de disposition transitoire habilitant le Roi en matière de statut administratif et pécuniaire du personnel. Dans son avis sur le premier projet de loi, le Conseil d'Etat avait suggéré d'insérer un article 317 habilitant le Roi à arrêter toutes autres dispositions transitoires nécessaires pour la mise en place des institutions prévues par la loi (Doc. Ch. session 1970-1971, n° 868- 12, p. 49). Une telle disposition, qui eût pu servir de fondement légal à l'article 1er du projet, n'a pas été retenue par le législateur. Les pouvoirs du Roi en matière de dispositions transitoires doivent dès lors être limités à ceux qui sont expressément prévus par la loi elle-même.

Dans la mesure où un tel texte répondrait encore aux objectifs poursuivis par le projet, l'article 1er devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Lorsque des agents des communes sont détachés auprès des agglomérations ou des fédérations de communes, le conseil d'agglomération ou de fédération règle le statut de ces agents dans la limite des dispositions ci-après.

.../...

Article 2.-

La durée du détachement ne peut excéder trois mois. Elle peut être prorogée pour des périodes d'un mois au plus, sans que la durée totale du détachement puisse excéder six mois".

L'article 2 du projet, qui détermine les agents qui sont réputés titulaires d'un grade au moins égal à celui de chef de bureau, est dénué de fondement légal, pour les motifs indiqués ci-dessus.

L'article 3, alinéa 1er, du projet trouve un fondement légal dans l'article 71, § 1er, de la loi du 14 février 1961 et dans l'article 46, § 1er, alinéa 3, de la loi du 26 juillet 1971.

La deuxième phrase de l'alinéa 2 du même article trouve un fondement légal dans l'article 72 de la loi du 14 février 1961 et dans l'article 46, § 1er, alinéa 3, de la loi du 26 juillet 1971.

La première phrase de l'article 3, alinéa 2 et l'article 4 sont étrangers à la matière du statut des agents. Ils concernent les rapports entre communes et agglomération ou fédération. Il appartient aux conseils communaux et aux conseils d'agglomération ou de fédération intéressés, sans l'accord desquels le détachement ne peut avoir lieu, de déterminer la manière dont l'article 3, alinéa 1er, sera observé.

Ces dispositions doivent, dès lors, être omises.

.../...

Observation sur le préambule.

A la suite des observations qui précèdent, et compte tenu du fait que l'avis du Conseil d'Etat est demandé, l'intitulé et le préambule doivent être rédigés comme suit :

"Arrêté royal fixant des dispositions générales relatives au statut des agents communaux détachés auprès des agglomérations et des fédérations de communes.

Vu la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, notamment les articles 71, § 1er, et 72;

Vu la loi du 27 juillet 1961 modifiant certaines dispositions du titre IV de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier et rapportant la loi du 28 février 1961 complétant l'article 75 de la loi communale, notamment l'article 9;

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, notamment l'article 46, § 1er, alinéa 3;

Vu les avis des organisations les plus représentatives des agents des provinces et des communes;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

... ".

Het ontwerp bedoelt de colleges van burgemeester en schepenen van de tot een agglomeratie of federatie behorende gemeenten te machtigen om sommige personeelsleden voorlopig bij de agglomeratie of de federatie te detacheren en tevens de geldelijke toestand van de gedetacheerden en de last van de uit de detachering volgende uitgaven te regelen.

Krachtens artikel 1, eerste lid, kunnen twee categorieën van personeelsleden gedetacheerd worden, met name personeelsleden van de gemeentediensten die bij de overdracht van bevoegdheden aan de agglomeratie of federatie betrokken zijn, en ambtenaren van andere diensten. Alle detacheringen zouden worden beslist door het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waaronder het personeelslid ressorteert, en zouden alleen plaatshebben op aanvraag van de agglomeratie- of federatieraad. In het eerste geval zou echter de instemming van het personeelslid niet vereist zijn. In het tweede geval zou de detachering alleen kunnen slaan op ambtenaren met ten minste de graad van bureauchef, maar hier zou de instemming van de betrokkene wel vereist zijn. Het tweede lid van hetzelfde artikel beperkt de duur van de detacheringen.

Het ontwerp voert als rechtsgrond aan de wet van 14 februari 1961 en de wet van 27 juli 1961.

.../...

De artikelen 71 en 72 van de wet van 14 februari 1961, afgezien van de wijzigingen welke zij in de gemeentewet aanbrengen, geven de Koning alleen bevoegdheid ten aanzien van het geldelijk statuut in ruime zin, dit is de eigenlijke bezoldigingsregeling, de weddeschalen en de diverse vergoedingen en toelagen. De artikelen 7 en 8 van de wet van 27 juli 1961 hebben geen andere strekking.

Artikel 9, eerste lid, van de wet van 27 juli 1961 bepaalt : "De algemene beschikkingen door de Koning vast te stellen krachtens artikel 84, § 1, der gemeentewet ... worden vastgesteld na raadpleging van de vertegenwoordigers der meest representatieve organisaties van het provincie- en gemeentepersoneel". Deze bepaling verleent op zichzelf geen enkele bevoegdheid aan de Koning, maar legt een, in dit geval overigens vervulde formaliteit op met betrekking tot de uitoefening van bevoegdheden welke de Koning onder meer ontleent aan artikel 84, § 1, van de gemeentewet.

Derhalve moet worden nagegaan of artikel 84, § 1, van de gemeentewet of enige andere wetsbepaling de Koning machtigt om de in artikel 1 van het ontwerp bepaalde maatregelen voor te schrijven. Een zodanige machtiging is vereist krachtens de artikelen 108 en 108bis van de Grondwet die de wetgever bevoegd verklaren om de provinciale en gemeentelijke instellingen te regelen en om de inrichting en de bevoegdheid van de agglomeraties en federaties te bepalen met toepassing van de beginselen vermeld in artikel 108.

.../...

Artikel 84, § 1, van de gemeentewet, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 27 juli 1961, stelt : "De gemeenteraad bepaalt het kader en de voorwaarden voor de aanwerving en de bevordering van het gemeentepersoneel binnen de perken van de algemene bepalingen, welke door de Koning zijn vastgesteld". Deze bepaling beperkt 's Konings bevoegdheid tot het vaststellen van algemene voorzieningen inzake personeelsformatie, en tot wervings- en bevorderingsvoorwaarden voor het gemeentepersoneel. Zij heeft niets uitstaande met detachering ; geen bepaling van de gemeentewet machtigt de Koning om die aangelegenheid te regelen.

In de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, machtigen de volgende bepalingen de Koning tot het regelen van sommige aangelegenheden met betrekking tot het personeel van de agglomeraties en federaties :

" - artikel 46, § 1, derde lid : De raad bepaalt, binnen de perken van de door de Koning vastgestelde algemene bepalingen, het personeelskader en het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden ;

- artikel 47, § 1 : De personeelsleden van de gemeentelijke instellingen en diensten betrokken bij de overdracht van bevoegdheden aan de agglomeratie of federatie, worden door deze ambtshalve overgenomen.

.../...

Zij worden met hun graad of met een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid overgeplaatst.

Zij behouden ten minste de bezoldiging en de geldelijke anciënniteit die zij hadden of zouden bekomen hebben indien zij in hun dienst van herkomst het ambt dat zij bij hun overplaatsing bekleedden, verder hadden uitgeoefend.

De Koning bepaalt de algemene regelen tot vaststelling van de administratieve anciënniteit van deze personeelsleden. Hij bepaalt eveneens de voorwaarden waaronder deze personeelsleden terug in hun gemeente van herkomst kunnen worden opgenomen. Te dien einde kan hij afwijken van de in artikel 46, § 2, bedoelde wetten en het aldaar bedoeld besluit.

Op verzoek van de gemeenteraad of van de agglomeratie- of federatieraad doet de Minister van Binnenlandse Zaken uitspraak over elke betwisting betreffende de gevolgen van de overname van personeelsleden".

Uit artikel 46, § 1, derde lid, van de wet van 26 juli 1971 volgt dat de Koning bevoegd is om de algemene regelen betreffende het administratief en geldelijk statuut te bepalen voor de personeelsleden die regelmatig mochten gedetacheerd zijn in de agglomeraties en de federaties. Die bevoegdheid kan echter slechts worden uitgeoefend met inachtneming enerzijds van de dwingende bepalingen van artikel 47

.../...

van dezelfde wet, en anderzijds van de bepalingen van de gemeentewet die de uitoefening van de desbetreffende bevoegdheden regelen.

Artikel 47, § 1, eerste lid, van de wet van 26 juli 1971 bepaalt dat de personeelsleden van de gemeentelijke instellingen en diensten betrokken bij de overdracht van bevoegdheden aan de agglomeratie of federatie ambtshalve door de agglomeratie of door de federatie worden overgenomen. Het vierde lid van hetzelfde artikel machtigt de Koning alleen met betrekking tot de algemene regelen tot vaststelling van de administratieve anciënniteit van die personeelsleden en van de voorwaarden waaronder zij opnieuw in hun bestuur van herkomst kunnen worden opgenomen.

Uit artikel 4, § 2, van de wet van 26 juli 1971 en uit het ontbreken van een overgangsbepaling volgt anderzijds dat de bevoegdheden welke krachtens de wet aan de agglomeratie of aan de federatie worden overgedragen zo niet dadelijk bij de inwerkingtreding van de wet, dan toch bij de installatie van de agglomeratie- of federatieinstellingen ambtshalve onder de agglomeratie of federatie zullen gaan ressorteren. En uit artikel 47, § 1, eerste lid, volgt dat de personeelsleden van de diensten die de overgedragen bevoegdheden uitoefenen ambtshalve worden overgenomen door de agglomeratie of door de federatie.

Als de bevoegdheden en het personeel van de bij de overdracht betrokken diensten ambtshalve worden overgedragen, is het niet duidelijk waarin voorlopige detachering van dat personeel kan bestaan. In zover artikel 1 van het ontwerp de detachering van het personeel van de bij de overdracht van bevoegdheden betrokken diensten organiseert, miskent het artikel 47, § 1, van de wet van 26 juli 1971.

.../...

De wet van 26 juli 1971 bepaalt niets in verband met overdracht en detachering naar de agglomeraties of federaties van personeel uit diensten die niet bij de overdracht van bevoegdheden betrokken zijn. 's Konings bevoegdheid om de voorwaarden van die detacheringen en de administratieve toestand van de gedetacheerde personeelsleden te regelen, moet worden onderzocht aan de hand van de gemeentewet en van de wet van 26 juli 1971.

Zoals reeds opgemerkt is, kent de gemeentewet in dit opzicht aan de Koning geen enkele bevoegdheid toe, met name ook niet om te beslissen dat de detachering zal worden toegestaan door het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waaruit het personeelslid moet worden gedetacheerd. Een zodanige bevoegdheid berust in beginsel bij de gemeenteraad krachtens artikel 75 van de gemeentewet en kan door het college van burgemeester en schepenen alleen dan worden uitgeoefend als de gemeenteraad ze aan het college heeft opgedragen. Anderzijds machtigt geen bepaling van de gemeentewet de Koning ertoe de mogelijkheid tot detachering te beperken tot ambtenaren met ten minste de graad van bureauchef.

Artikel 46, § 1, derde lid, van de wet van 26 juli 1971 machtigt de Koning alleen tot het vaststellen van de algemene bepalingen binnen de perken waarvan de agglomeratie- en federatieraden het statuut van hun personeel zullen vaststellen. Zodanige algemene bepalingen zijn niet rechtstreeks toepasselijk op het personeel van agglomeraties en federaties. De Koning kan dus algemene regelen uitvaardigen betreffende het statuut van gemeenteambtenaren die in de agglomeraties en federaties worden gedetacheerd, maar het is zaak van de agglomeratie- of federatieraden die regelen te verwerken in de door hen uit te vaardigen statuten. Dit komt erop neer dat de Koning, voor zover hij een zodanig statuut rechtstreeks

.../...

wil vaststellen in afwachting dat de raad het zelf kan doen, buiten de bevoegdheden treedt welke hem in artikel 46, § 1, derde lid, zijn verleend.

Ten slotte, bevat de wet van 26 juli 1971 geen overgangsbepaling die de Koning bevoegdheid verleent inzake het administratief en geldelijk statuut van het personeel. In zijn advies over het eerste wetsontwerp had de Raad van State in overweging gegeven een artikel 317 in te voegen om de Koning te machtigen alle overige overgangsbepalingen vast te stellen welke nodig zouden zijn voor de oprichting van de in de wet bepaalde instellingen (Gedr. St., Kamer zitting 1970-1971, nr. 868 - 12, blz. 49). Een zodanige bepaling die een rechtsgrond voor artikel 1 van het ontwerp had kunnen opleveren, is echter door de wetgever niet aangehouden. 's Konings bevoegdheid inzake overgangsbepalingen moet derhalve worden beperkt tot die welke de wet zelf uitdrukkelijk heeft vastgesteld.

Inzover een zodanige tekst nog aan de doelstellingen van het ontwerp mocht beantwoorden, zou artikel 1 derhalve als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 1.-

Wanneer personeelsleden van gemeenten bij de agglomeraties of de federaties van gemeenten worden gedetacheerd, regelt de agglomeratieraad of de federatieraad het statuut van die personeelsleden binnen de grenzen van de hierna volgende bepalingen.

Artikel 2.-

De duur van de detachering mag drie maanden niet overschrijden. De detachering kan worden verlengd voor periodes van ten hoogste één maand, met dien verstande dat de totale duur van de detachering zes maanden niet mag overschrijden".

.../...

Artikel 2 van het ontwerp, dat bepaalt welke ambtenaren worden geacht titularis te zijn van een graad die ten minste gelijk is aan die van bureauchef, heeft geen rechtsgrond om de hiervoren opgegeven redenen.

Artikel 3, eerste lid, van het ontwerp vindt rechtsgrond in artikel 71, § 1, van de wet van 14 februari 1961 en in artikel 46, § 1, derde lid, van de wet van 26 juli 1971.

De tweede volzin van het tweede lid van hetzelfde artikel vindt rechtsgrond in artikel 72 van de wet van 14 februari 1961 en in artikel 46, § 1, derde lid, van de wet van 26 juli 1971.

De eerste volzin van artikel 3, tweede lid, en artikel 4 hebben niets uitstaande met het statuut van het personeel. Zij slaan op de betrekkingen tussen gemeenten en de agglomeratie of federatie. Het is zaak van de gemeenteraden en van de betrokken agglomeratie- of federatieraden, zonder wier akkoord detachering niet kan plaatshebben, te bepalen op welke wijze artikel 3, eerste lid, in acht zal worden genomen.

Die bepalingen moeten derhalve vervallen.

Opmerking met betrekking tot de aanhef.

Nat hetgeen hiervoren is opgemerkt en in acht genomen dat het advies van de Raad van State gevraagd is, dienen opschrift en aanhef van het ontwerp als volgt te worden geredigeerd :

"Koninklijk besluit tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende het statuut van het gemeentepersoneel gedetacheerd bij de agglomeraties en de federaties van gemeenten .

...

.../...

Gelet op de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, inzonderheid op de artikelen 71, § 1, en 72;

Gelet op de wet van 27 juli 1961 tot wijziging van sommige bepalingen van titel IV van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel en tot intrekking van de wet van 28 februari 1961 houdende aanvulling van artikel 75 van de gemeentewet, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, inzonderheid op artikel 46, § 1, derde lid;

Gelet op de adviezen van de meest representatieve organisaties van het provincie- en gemeentepersoneel;

Gelet op het advies van de Raad van State;

...

...".

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

G. ARONSTEIN, assesseurs de la section de législation,
M. VERSCHELDEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. M. DUMONT, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.M.DUMONT, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. HOLOYE.